

Un Ecossais arrêté pour propos anti-migrants sur FB, toute l'Europe concernée !

écrit par Rosaly | 19 février 2016



[Liberté d'expression en Europe : pieuse relique du passé ?](#)

Arrestation d'un Ecossais pour avoir posté, sur FB, son ressenti sur les migrants syriens

Liberté d'expression ! Où es-tu ? Qu'es-tu devenue ? N'es-tu plus qu'un vague souvenir ?

Quelle est sinistre, cette réalité où exprimer son opinion devient un délit.

La police britannique avait promis qu'elle ne tolérerait aucun commentaire sur les réseaux sociaux pouvant offenser les migrants et elle a tenu sa promesse.

Elle vient d'arrêter un homme, coupable d'avoir posté sur Facebook des commentaires négatifs à propos de l'arrivée de migrants syriens sur sa petite île écossaise.

La minuscule île de Bute, dans le « Firth of Clyde », qui abritait en 2011 une population totale de 6.498 habitants, va recevoir près de 1.000 migrants syriens. Inutile de préciser

que cette nouvelle ne fut pas accueillie par une explosion de joie de la part des habitants de l'île.

Malheureusement, il est risqué pour les résidents locaux de Bute d'exprimer leur inquiétude concernant l'important afflux soudain de migrants musulmans.

Un homme de 41 ans, ayant posté son ressenti, le comprit très rapidement. Il fut promptement arrêté par la police, soucieuse d'obéir aux ordres du gouvernement.

Après avoir reçu un rapport sur des commentaires, supposés offensifs, envers les pauvres « migrants » et conformément au « Communications Act », la police arrêta le dangereux dissident.

(Communications Act : loi relative aux communications – section 127 – qui criminalise tout message offensif ou obscène ou menaçant sur un réseau de communications électroniques et permet de poursuivre les utilisateurs de réseaux sociaux comme Twitter et FB)

Selon un porte-parole de la police, aucune critique envers l'afflux de migrants musulmans ne sera tolérée !

L'inspecteur Ewan Wilson de la police de Dunoon déclara au « Guardian »:

« J'espère que l'arrestation de cet individu va résonner comme un message clair : la police écossaise ne tolérera aucune forme d'activité qui pourrait inciter à la haine et susciter des commentaires offensifs sur les réseaux sociaux... »

Mais la police écossaise n'est pas la seule à faire la chasse aux opposants à la politique migratoire suicidaire voulue par les dirigeants de l'UE.

Aux Pays-Bas, la police a rendu de nombreuses visites aux auteurs de commentaires anti-migrations de masse, postés sur les réseaux sociaux.

Plusieurs blogueurs reçurent un avertissement : « *Vous tweetez trop. Nous avons des ordres et vous prions de modérer votre ton. Vos tweets peuvent paraître séditionnels.* »

Au Danemark, la police danoise a également adopté une position très dure. Un ancien politicien fut arrêté et condamné à payer une forte amende pour avoir tweeté au début du mois son avis sur la crise migratoire européenne et l'antisémitisme musulman.

En Suède, l'un des plus grands journaux suédois, *l'Expressen* n'avait pas hésité à faire appel aux services de hackers pour s'introduire dans le programme de gestion des commentaires, afin d'obtenir les adresses e-mail et révéler les identités des commentateurs qui se cachent derrière leurs pseudos.

Un journaliste d'*Expressen* et un caméraman se rendirent ensuite chez plusieurs blogueurs pour les interviewer, au sujet de leurs commentaires, postés sur plusieurs sites. Le journal publia par la suite les noms et les photos de certaines personnes, indifférent aux conséquences que cela allait entraîner. L'une d'entre-elles perdit son emploi. Méthode digne de la Stasi et du KGB.

Le journal aurait dû être fermé, ses éditeurs arrêtés, mais ce furent les victimes de ces procédés, autrefois considérés comme délictueux, avant l'application de la loi de la charia sur le délit de blasphème, qui furent sanctionnées

Les méthodes utilisées pour nous imposer cette interdiction sont dignes d'un état totalitaire, même si elles sont appliquées sournoisement, tranquillement, sans trop de violence, du moins pour l'instant.

Nos constitutions et les règles imposées par l'UE autorisent certaines exceptions au droit d'expression et ces petites failles suffisent pour réduire en miettes la liberté d'expression.

En septembre 2015, Angela Merkel rencontra Marc Zuckerberg à New York, lors du sommet de l'ONU sur le Développement. Tandis qu'ils s'asseyaient à une table, le micro d'Angela Merkel, resté ouvert, enregistra la chancelière en train de transmettre à Zuckerberg les plaintes de son gouvernement, reprochant aux réseaux sociaux de ne pas faire assez pour bloquer les commentaires anti-immigration sur Facebook. Elle exhorta Zuckerberg à mieux faire et ce dernier la rassura.

En décembre 2015, Facebook, Twitter et Google s'associèrent pour faire appliquer la loi allemande sur la suppression des « discours de haine » dans les 24 heures, effort ultime pour réduire au silence toute opposition publique aux centaines de milliers d'arrivées incontrôlées sur le sol européen.

La guerre menée par Facebook contre la liberté de parole est révoltante. Facebook semble être devenu l'œil de Berlin.

Les utilisateurs de Facebook devraient boycotter cet instrument au service de la nouvelle Stasi, celle qui réclame la mort de la liberté d'expression, afin de mieux leurrer nos peuples et les asservir à la dictature immigrationniste de l'UE.

Le mois dernier, l'entreprise Facebook, basée en Californie, annonça avoir lancé, depuis Berlin, une campagne européenne pour lutter contre l'afflux de messages extrémistes, racistes et xénophobes, appelée : « Initiative pour le courage civil en ligne ».

Facebook travaille avec un éditeur de la maison d'édition *Bertelsmann* pour identifier et supprimer les messages racistes publiés sur son site en Allemagne.

Le ministère de la Justice allemande a de son côté mis en place un groupe de travail en collaboration avec Facebook, d'autres réseaux sociaux, et des fournisseurs d'accès Internet dans le but de mieux repérer les messages racistes anti-

migrants.

Ce qui est déroutant, c'est de constater que le seul souci de la chancelière allemande, à un moment où son pays plonge dans le chaos, suite à sa politique » humaniste » suicidaire, est de museler la liberté d'expression sur les réseaux sociaux, afin d'empêcher les citoyens d'y expriment leur rejet de sa politique migratoire.

Selon ces fossoyeurs de nos libertés, toute critique de la politique catastrophique migratoire actuelle de l'UE relève du racisme.

Si tel est le cas, alors nous sommes des millions de racistes, tout simplement, parce que nous exprimons nos craintes légitimes quant à notre avenir.

La parole est l'un des seuls moyens dont disposent les citoyens pour exprimer leurs sentiments, leurs inquiétudes et leurs frustrations. Si l'on enlève aux peuples leur droit à la parole, il ne restera plus que la violence comme moyen d'expression.

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Rosaly pour [Dreuz.info](http://www.dreuz.info).

<http://www.dreuz.info/2016/02/18/liberte-dexpression-en-europe-pieuse-relique-du-passe/>